

Capital

4 décembre 2017

ENGIE VISE 100% DE GAZ RENOUVELABLE EN FRANCE À HORIZON 2050

par Benjamin Mallet

Engie a fait savoir lundi qu'il visait 100% de gaz d'origine renouvelable en France à l'horizon de 2050, le fournisseur historique de gaz naturel du pays misant sur le biométhane et l'hydrogène pour «verdir» massivement son offre.

Cette annonce intervient au moment où Engie est en passe de sortir de l'amont gazier, à travers la vente de ses activités d'exploration et production au britannique Neptune Energy et celle d'une partie de son pôle de gaz naturel liquéfié (GNL) à Total.

Alors qu'il s'approvisionne aujourd'hui auprès des grands pays gaziers, le groupe travaille sur une quarantaine de projets d'unités de biogaz en France - des installations qui transforment en méthane des déchets, notamment du secteur agricole - dans lesquels il veut investir.

Engie souhaite également développer des unités de production d'hydrogène, en particulier à partir de la conversion en gaz de l'électricité produite par les renouvelables, notamment pour alimenter des véhicules équipés de piles à combustible.

«Progressivement, nous allons verdir (le gaz) de sorte que, à horizon 2050 - et c'est un travail de fond que nous avons engagé -, il puisse être à 100% vert», a

déclaré sa directrice générale, Isabelle Kocher, lors d'une conférence de presse.

«Nous avons un rôle d'investisseur pour faire chuter les coûts du biogaz et de l'hydrogène (...). L'autre action d'Engie, c'est de pouvoir accueillir le biogaz dans des réseaux (...), sinon on le réduit à un usage purement local», a-t-elle précisé.

«Nous nous intéressons au développement des grands projets (...) pour faire naître des standards industriels, faire baisser les coûts, faire émerger une filière et faire en sorte que l'on passe d'un foisonnement de tout petits projets - qui pour l'instant représentent 1% maximum de la demande en France - à quelque chose qui bascule (vers) 100%.»

Engie estime que le gaz «vert» pourrait représenter 10% de la consommation française dès 2025 et 30% en 2030.

Didier Holleaux, directeur général adjoint chargé notamment des réseaux gaziers, a de son côté indiqué que les investissements du groupe dans le gaz renouvelable devraient passer de «quelques dizaines» à «quelques centaines» de millions d'euros par an - hors grandes unités de production d'hydrogène - à mesure que les projets de biogaz se multiplieront.

«Le gaz est une énergie nécessaire à la transition énergétique car plus les renouvelables électriques progressent dans le mix énergétique (...) plus le problème de l'intermittence de ces renouvelables est critique», a également souligné Isabelle Kocher, pour qui le «seuil de douleur» se situe autour de «20-30%» et doit être surmonté par des moyens de stockage gazier.